

MODULE DE SENSIBILISATION SUR LES DROITS DE L'HOMME, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

- Conseil Danois pour les Réfugiés
- Pole Institute
- SOFEPADI
- Action Solidaire pour la Paix

Avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

Octobre 2019

INTRODUCTION

Depuis Mars 2019, DRC-DDG, en consortium avec les ONG Action Solidaire pour la Paix (ASP), Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI), et Pole Institute sont en pleine implémentation du projet : « Vijana Wenye Nguvu Kwa Amani : Jeunes Outillés pour la Paix », financé par le Fond des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF). Le projet est exécuté dans 4 localités du Nord-Kivu, dont la ville de Beni, la ville de Kitshanga, Mweso et Nyamitaba.

Le projet vise à fournir aux jeunes un sentiment d'appartenance active à leur communauté en soutenant leur participation dans les efforts de gestion de conflits, de réduction de la violence et de la criminalité, de promotion de la paix et du dialogue démocratique, et à construire leur résilience économique en appuyant leurs projets d'avenir, dans le but de prévenir et/ou réduire leurs motivations à rejoindre des groupes armés.

Ce module de sensibilisation est élaboré pour servir de référence aux animateurs des organisations partenaires lors de la préparation et réalisation des séances de sensibilisation aux droits de l'homme et de la femme sur terrain, dans le cadre du Résultat 1.1., Activité 1.1.2 du projet.

Ce module présente en synthèse quelques définitions et exemples sur les droits de l'homme de manière générale, les droits des femmes et les droits de l'enfant, en guise d'outils pédagogiques pour le travail sur ces questions auprès des jeunes bénéficiaires du projet. Les définitions contenues dans ce module sont tirées des différentes conventions et lois régissant les droits de l'homme au niveau local, national et international.

Tout au long du module, les animateurs trouveront des « Notes aux animateurs », celles-ci sont là pour guider les animateurs et mobilisateurs/rices communautaires dans l'exploitation des informations présentées ici. Il est important que ce module ne soit pas présenté tel quel aux jeunes bénéficiaires étant donné la complexité des propos, ainsi que la nature sensible de certaines informations qui peuvent heurter. Les animateurs doivent jouer un rôle d'accompagnateur et de facilitateur pour les jeunes, afin de leur permettre de s'approprier au mieux les notions présentées, et qu'ils se sentent libres de les explorer par le biais d'échanges actifs et de questions/réponses avec les encadrants.

I. LES DROITS DE L'HOMME

Par définition, le droit est un « ensemble de règles qui déterminent les rapports sociaux d'un pays, d'un Etat ou d'une nation ». On parle des Droits de l'Homme, quand il s'agit d'un ensemble de prérogatives reconnues et garanties par la société, auxquelles tout individu peut aspirer du fait de son appartenance à la communauté humaine. Ils sont reconnus au plan national et international et leur respect assure une conciliation entre la dignité de la personne humaine, sa protection et le maintien de l'ordre public.

1. LES SOURCES DES DROITS DE L'HOMME

Note du facilitateur : Cette section est élaborée à titre informatif pour les animateurs, mais elle ne devrait pas être présentée. Les animateurs pourront s'en servir pour répondre à des questions, au cas où les participants y font référence.

Les sources internationales :

Les droits de l'Homme tirent leur source essentiellement de quatre grands instruments juridiques que l'on désigne communément sous le titre de « la Charte Internationale des Droits de l'Homme » (E. Decaux et N. Bienvu 2016).

Celle-ci comprend :

- **La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** : Adoptée le 10 décembre 1948 par la résolution 217 A (III), lors de la troisième session de l'Assemblée Générale (A.G.) de l'ONU qui s'est tenue à Paris, est un document qui comprend un préambule et trente articles. Etant une déclaration son contenu fait objet d'une obligation morale mais n'a pas de force juridique.
- **Le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques** : Adopté le 16 décembre 1966 par la résolution 2200 (XXI) de l'A.G. de l'ONU, est entré en vigueur le 23 mars 1976. C'est donc un traité contraignant pour ses signataires et la RDC en fait partie.
- **Le Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels** : adopté en même temps que le précédent et par la même résolution, est entré en vigueur le 3 janvier 1976. Il est un

traité de 31 Articles. C'est donc un traité contraignant pour ses signataires **et la RDC en fait partie**.

- **Les protocoles facultatifs** se rapportent au pacte international relatif aux droits civils et politiques dont le premier a été adopté en même temps que le pacte et le second (qui vise abolition de la peine de mort) le 15 mars 1989. C'est donc un traité contraignant pour ses signataires **et la RDC en fait partie**.
- Hormis ces instruments, il existe d'autres instruments sectoriels internationaux contraignant qui protègent les droits de l'homme **et auxquels la RDC fait partie**. Certains seront abordés dans ce module.

Les sources locales :

- La Constitution : est la loi fondamentale d'un Etat
- Autres lois et règlements interne tels que le Codes de la famille, le code du travail, le code pénal, etc.

2. CARACTERISTIQUES DES DROITS HUMAINS

Note du facilitateur : A travers la méthode interrogative (questions-réponses), l'animateur explique aux jeunes les définitions de 5 caractéristiques des droits de l'homme ci-dessous à travers un langage très simple et clair

1) Droits de l'Homme sont fondamentaux

Ils sont garantis par les lois. Même la constitution congolaise de la RDC garantit à tout le monde qu'il a des droits que personne d'autre ne peut violer ou lui ravir.

2) Les Droits humains sont inaliénables

Ils ne peuvent pas être saisis, être vendus ou être donnés ; ils ne sont pas négociables. Est-ce que quelqu'un peut acheter ou vendre son droit à la vie ? Son droit à l'éducation ? Les droits humains sont attachés à vous en tant que jeune personne d'autre ne peut vous les ravir même si c'est un Président de la République ou un Roi de votre communauté.

3) Les Droits humains sont imprescriptibles

Ils sont attachés à notre vie alors personne ne peut plus dire que vous n'avez plus droit à la vie ! Il n'existe pas de délais pour avoir les droits humains. C'est pour toute la vie, du moment de votre naissance jusqu'à votre mort.

4) Les Droits de l'Homme sont universels

Ils sont reconnus partout où nous sommes. Où que nous soyons nous jouissons de nos droits. Ainsi, on ne peut pas dire par exemple que quand vous quittez votre pays que vous n'avez plus droit de manger ou de vivre. Tous les pays ont l'obligation de respecter et faire respecter les droits humains.

5) Les Droits de l'Homme sont indivisibles

Ils sont interdépendants, intimement liés les uns avec les autres. Il suffit qu'un seul droit soit bafoué (c'est-à-dire qu'il ne soit pas respecté) pour que tous les autres soient en péril (qu'ils soient à risque d'être violés). Le fait de priver quelqu'un de manger, impacte sa liberté directement, il n'est donc pas libre de choisir s'il souhaite manger ou pas, si cette liberté lui est prise, on peut mettre en danger la vie de cette personne.

3. CLASSIFICATION DES DROITS DE L'HOMME

Note du facilitateur : Explications du facilitateur et illustrations données par les jeunes participants (brainstorming sur la compréhension des droits de l'homme de la première catégorie)

Les trois générations de droits qui se sont développées au cours des siècles :

- Les droits civils et politiques (droits de la première génération) ;

- Les droits économiques, sociaux et culturels (droits de la deuxième génération)
- Les droits des peuples ou droits de la solidarité (droits de la troisième génération).

1) Les Droits Civils et Politiques

Communément appelés les droits de la première catégorie, les droits civils et politiques sont des droits de l'homme considérés comme les « droits libertés ». Ces droits impliquent généralement une abstention d'intervention des États dans les libertés de chaque personne. En RD Congo les droits civils et politiques sont définis par la constitution de la RD Congo de l'Art. 11 à 33.

a) Par droits civils :

Ce sont les droits que la loi reconnaît à toute personne et qui concernent sa vie personnelle, sa famille et ses biens. C'est à dire l'ensemble des droits dont une personne jouit dans ses relations avec les autres. C'est le cas pour :

- Le droit à la vie (Art. 16 de la constitution),
- Le droit à l'intégrité physique, (Art. 16 de la constitution),
- Le droit à la non-discrimination (Art 14 de la constitution),
- Liberté de de pensée, de conscience et de religion (Art 22 de la constitution)
- Droit au respect de sa vie privée et au secret de la correspondance, de la télécommunication ou de toute autre forme de communication (Art 14 de la constitution)
- Droit d'adresser individuellement ou collectivement une pétition à l'autorité publique qui y répond dans les trois mois (Art 27)

Les droits de la famille sont des droits dont l'individu jouit en tant que membre d'une famille. Ils découlent du mariage et de la filiation et constituent la matière du droit des personnes et de la famille.

b) Les droits politiques

Sont des droits de la personne humaine dans ses rapports avec l'Etat dont la citoyenneté. En d'autres termes, les droits qui assurent au citoyen une participation au choix de ses dirigeants et à l'exercice des fonctions publiques. C'est le cas pour le :

- Droits de voter et d'être voté (Art. 11) ;
- Droits d'exercer une fonction publique (Art 13 de la constitution).

La Constitution de la RDC garantit les droits civils et politiques à tous les citoyens congolais

2) Les droits économiques, sociaux et culturels (2e catégorie)

Ce sont des droits de l'homme considérés comme les « droits créances », c'est-à-dire les États sont tenus d'intervenir pour prendre les mesures appropriées garantissant leur réalisation (à l'inverse des droits civils et politiques). C'est le cas pour le droit à la santé, droit à l'éducation, droit au travail, droit à la sécurité sociale, etc.

a) Les droits économiques

Ce sont les droits qui sont en rapport avec le développement économique de l'individu ou de celui de son pays. Ils regroupent tous les droits qui permettent à la personne de pouvoir mener toute activité lucrative, exercer une profession, accumuler des richesses, devenir propriétaire de biens etc. afin de s'épanouir sur le plan économique.

Quelques exemples de droits économiques :

- Le travail est un droit et un devoir sacré pour chaque congolais (**Art. 36**) ;
- Droit au travail, la protection contre le chômage, une rémunération équitable etc. (**Art. 36**) ;
- Droit de ne pas être laissé (ne pas être discriminé) au travail en fonction des origines, sexe, opinions, (**Art36**) ;
- La liberté d'association (**Art 37**) ;
- Droits de créer des syndicats, de s'y affilier dans les conditions fixées par la loi (**Art. 38**) ;
- Le droit de grève (**Art. 39**).

b) Les droits sociaux

Les droits sociaux sont les droits qui permettent de protéger les individus contre les risques sociaux (risque de maladie, risque d'invalidité, risque de vieillesse, risque de survie, risque d'accident du travail, etc.) et ce reconnus à certains groupes défavorisés.

- Le droit à la santé et à la sécurité alimentaire (**Art. 47**).
- Droit de se marier avec la personne de son choix, de sexe opposé, etc. (**Art.40**) ;
- Majorité et minorité d'âge : L'enfant mineur est une personne âgée de moins de 18 ans ;
- Tout enfant mineur a le droit de connaître les noms de son père et de sa mère (**Art. 41**) ;

Tout enfant mineur a les droits de de jouir de la protection de sa famille, de sa société et des pouvoirs publics. L'abandon (Fuite des enfants par leur responsables pères, mères, tuteurs, etc.) et la maltraitance (coups, blessures, bousculades, injures, exclusion, abus ou privations de médicaments) sont prohibés et punis **Art. 41**) ;

- Les parents ont le devoir de prendre soins de leurs enfants, et d'assurer leur protection, contre tout acte de violence tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer (**Art. 42**).
- Protection des personnes de 3^{ème} âge et la personne avec handicap (**Art. 49**).

c) Les droits culturels :

Sont les droits qui visent à favorisent le développement des capacités des individus et leurs talents et de garantir à chacun la liberté de vivre son identité culturelle (Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, 2007).

- Le droit à la culture, la liberté de création intellectuelle et artistique, et celle de la recherche scientifique et technologique (**Art. 46** de la Constitution de la RDC) ;
- Droit à l'éducation scolaire : les parents ont le droit de choisir les modes d'éducation à donner à leurs enfants (**Art. 43** de la Constitution de la RDC).
- L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics (**Art.43** de la Constitution de la RDC).

3) Les droits de l'homme de la troisième catégorie : Droits collectifs ou les droits de solidarité

Communément appelés les droits de la 3^e catégorie, les droits collectifs sont les droits reconnus à toute une communauté en tant que telle. L'on s'accorde, avec peu de divergences et d'écarts, à citer :

- Le droit à la paix et à la sécurité (**Art. 52** de la constitution).
- Le droit au développement
- Le droit à un environnement sain (**Art. 53, Art. 54**)
- Le droit au patrimoine commun de l'humanité ;
- Le droit à un régime démocratique représentant l'ensemble des citoyens et des citoyennes, sans distinction de race, de sexe, de croyances et de couleur.

4. PRINCIPES DE DROITS DE L'HOMME

Note du facilitateur : Présenter cette partie dans un langage clair, en fournissant des exemples, et demander aux jeunes de vous en fournir aussi, pour vous assurer qu'ils ont bien compris.

Les trois principes qui dirigent biens tous les autres principes en droits et sont trouvés dans plusieurs document juridique de protection des droits humains sont : le Principe de dignité, le principe de la liberté et le principe de l'égalité.

1) Principe de la dignité :

La dignité de la personne humaine est le principe selon lequel une personne ne doit jamais être traitée comme un objet ou comme un moyen, il doit être respecté. Celle-ci apparait comme un principe et qui oriente les autres droits : droit à la vie, inviolabilité des droits humains (DIDH Art 3, Pacte Art 6,)

- L'interdiction de l'esclavage et le respect du corps : Art 2 et 4 de la Déclaration Anniversaire de Droits de l'Homme

- Interdiction de la torture peines ou traitement inhumain ou dégradant : Art 5 de la DUDH, Art 3 de la convention Européenne, etc.

2) Principe de liberté

La liberté est posée comme une caractéristique essentielle de l'être humain. Du point de vue de son statut, elle apparaît comme un droit naturel. Les hommes naissent et sont par nature libre. La liberté est un droit individuel mais aussi collectif.

3) Principe d'égalité

L'égalité est un principe qui fait qu'en droit, « nul ne vaut plus ou moins en droit que les autres ». Par nature les hommes naissent et restent égaux. Nul ne peut non plus être au-dessus de la loi. La loi ne peut pas prévoir plus de chance pour certain et moins pour les autres. Tous citoyen a le droit d'être électeur ou être élu.

Ces trois principes de droit de l'homme (**principe de dignité, de liberté et d'égalité**) qu'on trouve dans les différentes conventions, sont les moteurs de droits de l'homme et des différents instruments de protection.

5) LES DEVOIRS DES CITOYENS

Note du facilitateur : Passer cette partie en revue clairement avec les jeunes, puis choisir 2 ou 3 devoirs fondamentaux et demander aux jeunes de vous donner des exemples de comment ils peuvent être respectés, et des exemples de violations de ces devoirs.

Les devoirs fondamentaux du citoyen tels que garantis par la constitution en vigueur en RDC sont définis par l'Art. 62- 67 de la constitution. Il s'agit notamment :

- Ne pas ignorer la loi (Nul n'est censé ignorer la loi) **Art. 62** de la Constitution) ;
- Respecter la constitution et les lois et s'y conformer. **Art. 62** ;
- Défendre son pays et son intégrité face à une menace ou à une agression extérieure (**Ar. 63**)
- Service militaire, selon la loi (**Art. 63**) ;
- Faire échec à un individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions constitutionnelles (**Art. 64**) ;
- Remplir les obligations vis-à-vis de l'Etat (**Art. 65**) ;
- S'acquitter de ses impôts et taxes (**Art. 65**) ;
- Respecter et traiter ses concitoyens sans discrimination (**Art. 66**) ;
- Entretenir des relations avec les concitoyens qui favorisent l'unité nationale, le respect de la tolérance réciproque (**Art. 66**) ;
- Renforcer la solidarité nationale (**Art. 66**) ;
- Protéger la propriété, les biens et les intérêts publics (**Art. 67**) ;
- Respecter la propriété d'autrui (**Art. 67**) ;
- Respecter, protéger et défendre l'environnement. (**Art. 53** de la constitution) ;
- Servir sa communauté nationale en mettant ses capacités physiques et intellectuelles à son service.

I. NOTIONS SUR LES DROITS DES FEMMES

1. DEFINITION DES DROITS DES FEMMES

Note du facilitateur : Présenter cette partie entièrement aux jeunes mais en simplifiant le langage (inutile de rentrer dans les détails historiques du féminisme, à moins qu'ils n'en posent la question de la provenance – pour éviter de compliquer cette section), cette partie sera la base de leur compréhension pour les parties suivantes.

Les droits des femmes sont des droits, revendiqués pour les femmes et les jeunes filles dans de nombreuses sociétés à travers le monde et constituent la base du mouvement pour les droits des femmes du 19e siècle ainsi que le mouvement féministe du 20e siècle.

Par rapport aux droits civils et politiques, la femme a :

- Droit au respect de sa vie ;
- Droit au respect de sa vie privée (secret de correspondance, droit à l'image...) tant que cela n'est contraire à la loi et aux bonnes mœurs ;
- Droit à l'intégrité physique et à la sécurité de sa personne : elle ne doit subir aucune forme d'exploitation, de punition ou de traitement inhumain et dégradant telle que l'exploitation sexuelle, le viol, ...
- Droit au respect de sa dignité d'être humain ;
- Droit au respect de sa personne et au libre développement de sa personnalité ;
- Droit de voter et de postuler à tous les postes comme l'homme.

Par rapport aux droits économique, la femme a le :

- Droit à la propriété privée ;
- Droit au travail et à la sécurité sociale ;
- Droit à la protection sociale et à tous les avantages liés à sa profession (salaire, congés, etc.) ;
- En tant qu'épouse, la femme peut exercer la profession de son choix, sans une autorisation de son conjoint, si cette profession n'est pas un danger pour la sécurité de la famille (objet de divorce, etc.) (Art. 11 de la CEDEF), l'actuel Code de la famille en RDC prône un consensus et une entente entre les époux et non plus une autorisation maritale comme le prévoyait l'article 448 de l'ancien code de la famille.
- Protection contre toute forme de violence sur le lieu de travail
- Droits à la formation ;
- Droits à l'éducation, etc.

Par rapport aux droits socio-culturels, la femme a le :

- Droit à un égal accès aux soins de santé (Art 12 CEDEF) ;
- Droit à la santé de la reproduction ;
- Droit à l'éducation : tous les enfants (filles et garçons), ont le droit à l'éducation sans aucune discrimination (Art 10 de la CEDEF) ;
- Droit à la propriété intellectuelle.

2. LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Note du facilitateur : Cette partie est à parcourir en détails avec les jeunes – merci de noter que certains propos peuvent heurter les sensibilités (questions sur le sexe, les violences physiques, les mutilations) et éveiller des traumatismes passés chez certains bénéficiaires – il est donc crucial d'avancer sur cette section avec attention et délicatesse.

1) Définition

Par définition, la violence est tout acte dirigé vers une personne contre son gré et qui cause des douleurs ou des blessures, qu'elles soient physiques (blessures, exemple : coupures ; bleus ; fractures...) ou psychologiques (insultes ; harcèlement moral ; déni de liens affectifs...) ; visibles ou invisibles.

2) Les violences faites aux femmes :

Celles-ci désignent tout acte de violence fondée sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des dommages et/ou souffrances (La Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes).

Ces dernières années en RDC, les violences faites aux femmes ont pris une ampleur considérable à la suite de guerres à répétition et de pauvreté grandissante de la population. Généralement, lorsqu'on parle des violences faites aux femmes, on entrevoit les brutalités sexuelles, mais la violence sexuelle (viol ; harcèlement sexuel ; attouchements) n'est pas la seule forme de violence auxquelles les femmes congolaises sont

exposées. Le fait que les femmes soient privées de ressources financières, ou ne soient pas libres d'exercer des métiers au même titre que leurs maris, conjoints, ou frères, par exemple, est aussi une forme de violence.

3) Différentes formes de violences faites aux femmes en RD Congo

Les formes de violences commises à l'endroit des femmes sont multiples et complexes.

Quand elle devient votre épouse ou votre employée ou votre cheffe, le regard qu'on a sur elle change. C'est à ce niveau que se pose la question sur la perception de la dignité de la femme.

Nous pouvons retenir 4 formes :

- Les violences physiques ;
- Les violences psychologiques et morales ;
- Les violences sexuelles ;
- Les violences socioculturelles ;
- Les violences politiques ;
- Les violences économiques.

1° Les violences physiques

Ce sont celles qui touchent à l'intégrité physique de la femme notamment :

- Bousculer une fille ou femme exprès ;
- Pousser une fille ou femme exprès ;
- Tirer les cheveux d'une fille ou femme ;
- Porter un coup contre une fille ou femme (gifler, taper, battre avec les poings, frapper avec un objet quelconque, dans le but de causer de la douleur physique)
- Infliger des blessures à une fille ou femme par le biais des exemples ci-dessus, ou par le biais de torture physique ;
- Obliger à ce qu'une femme subisse une opération de ligature des trompes (procédure de stérilisation) sans son consentement

2° Les violences psychologiques et morales

Ce sont celles qui causent des souffrances ou traumatismes psychologiques.



Exemples :

- Les insultes et l'humiliation (parler mal à une fille ou femme ; dire des injures à une fille ou femme, en privé ou en public)
- Attaquer la confiance en soi (rabaissier une fille ou femme en disant qu'elle est moins capable, intelligente, etc. qu'une autre femme, ou qu'un garçon ou un homme ; refuser ou négliger de fournir des encouragements à une fille ou femme)
- Exclusion et contrôle (ne pas consulter une fille ou femme dans la prise de décisions qui la concerne ;

surveiller tous les faits et gestes d'une fille ou femme).

Toutefois, une distinction doit être faite entre une privation de liberté « violence » et une liberté imposée par un parent envers un mineur dans le cadre de son éducation. Par exemple : le fait de limiter les sorties d'un enfant à certains horaires, n'est pas une violence, mais la prise de responsabilité d'un parent.

3° Les violences sexuelles

Sont définies comme tout acte sexuel ou toute tentative d'obtenir un acte sexuel d'une femme en utilisant la coercition, des menaces, la force physique, par toute autre personne quel que soit sa relation avec la victime et le contexte et l'endroit dans lequel il se trouve, y compris le domicile, le lieu du travail.

Exemples :

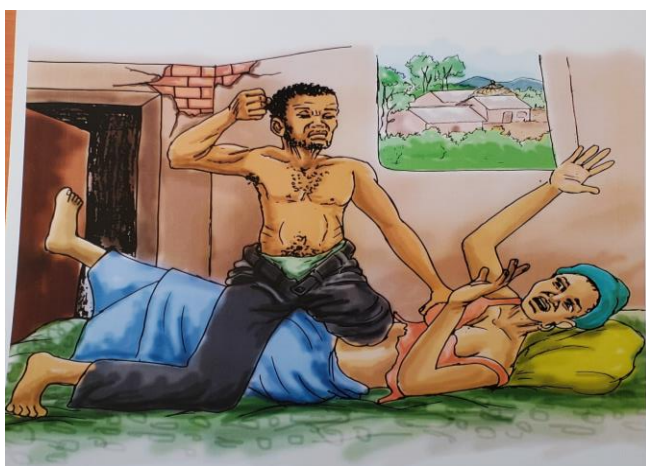
- Le viol (y compris le viol marital : le fait qu'un époux force son épouse à avoir une relation sexuelle) ;
- La croyance que les femmes ne peuvent pas demander des relations sexuelles dans le mariage mais plutôt, elles doivent se soumettre aux demandes de leurs maris, être forcée à avoir beaucoup d'enfants, le harcèlement ...

En RDC il existe une loi qui définit les 16 formes des violences sexuelles, c'est la loi N°06/018 du 20 juillet 2006 modifiant et complétant le décret du 30 janvier 1940 portant code pénal congolais.

Ces 16 formes de violences sont entre autres :

1) De l'attentat à la pudeur : Tout acte contraire aux mœurs exercé intentionnellement et directement sur une personne sans le consentement valable de celle-ci constitue un attentat à la pudeur. La pudeur est le sentiment que chacun a de vouloir respecter son intimité, par exemple : ne pas vouloir que d'autres vous voie dénudé, ou en train de vous changer...

2) Viol :



Le viol est l'acte par lequel une personne est contrainte à un acte sexuel (le plus souvent un rapport sexuel par la force, surprise, menace, ruse ou, plus largement, sans son consentement).

Voir la vidéo suivante sur le consentement :

https://www.youtube.com/watch?v=S-50iVx_yxU

La peine est de 5 à 20 ans.

3) Incitation des mineurs à la débauche : C'est tout acte de nature à exciter ou à favoriser la débauche ou la corruption des victimes pour

satisfaire les passions d'autrui. Elle est punie de 3 mois à 5 ans SP et d'une amende de 50 000 à 100 000 FC Constant. Si la mineure a moins de 20 ans, la peine est de 10 à 20 ans SP

4) Du proxénétisme : Le proxénétisme est le fait de générer des profits sur l'activité de prostitution d'autrui grâce au pouvoir que l'on exerce sur les personnes qui se livrent à cette pratique. Il est puni de 3 mois à 5 ans, mais lorsque la victime a moins de 18 ans, la peine est de 5 à 20 ans.

5) La prostitution forcée : a trait au fait d'emmener une personne à accomplir un acte de nature sexuelle par force ou par menace, en profitant de son incapacité à donner librement son consentement. Elle est punie de 3 à 5 ans

6) Le harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel désigne tout comportement verbal ou physique de nature sexuelle et non voulu (par exemple : le fait de siffler une fille dans la rue, de faire des commentaires sur l'aspect physique d'une personne par rapport à ce qu'elle suscite en nous etc.). La victime se sent embarrassé, offensé, intimidé ou en danger, et ne devrait pas être ignoré. Ces pratiques peuvent avoir lieu n'importe où, que ce soit à l'école, au travail ou en public.

7) L'esclavage sexuel : consiste à détenir une personne en esclavage pour des fins sexuelles tout le privant de sa liberté. Il est puni de 5 à 20 ans SP

8) Le mariage forcé : Un mariage forcé est un mariage qui est conclu sous la contrainte.

9) La mutilation sexuelle : C'est le fait de retirer violemment complètement ou en partie les organes génitaux féminins externes, etc.

10) La zoophilie : C'est un rapport sexuel avec un animal

11) La transmission délibérée des infections : est le fait de transmettre délibérément à quelqu'un des maladies, telles que les IST, MST ;

12) Le trafic et de l'exploitation d'enfants à des fins sexuelles : tout acte ayant trait au trafic ou à l'exploitation d'enfants ou de toute personne à des fins sexuelles moyennant une rémunération. Il est puni de 10 à 20 ans de servitude pénale

13) La grossesse forcée :

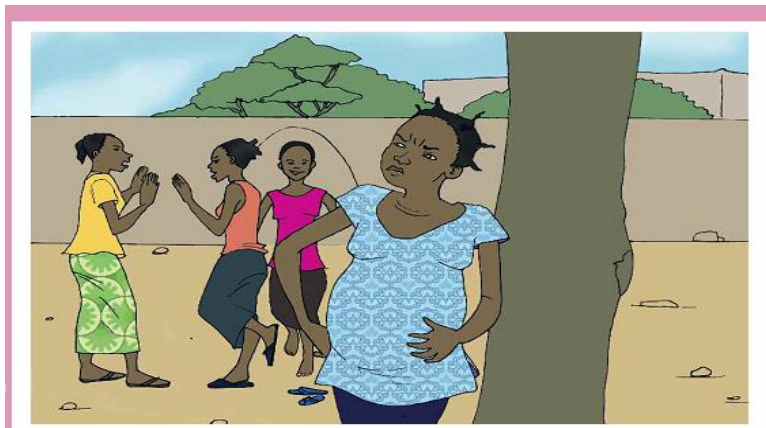
Le fait de rendre une femme enceinte de force ou par ruse. La peine est 10 à 20 ans de SP ;

14) **La stérilisation forcée** : acte de priver de la capacité biologique et organique de reproduire sans qu'un tel acte ait préalablement fait l'objet d'une décision médicale justifiée et d'un libre consentement de la victime ;

15) **La pornographie mettant en scène**

des « enfants » : C'est le fait de produire des films pornographiques dont les acteurs sont des enfants ;

16) **La prostitution d'enfants** : le fait d'utiliser un enfant de moins de 18 ans aux fins d'activités sexuelles contre une rémunération ou toute forme d'avantage. Ce crime est puni de 5 à 20 ans.



4° Les violences économiques

Privent les femmes du droit à la gestion des biens ou à la propriété de l'outil de production ainsi que le contrôle et la gestion de son revenu. La non comptabilisation du travail ménager des femmes ou le non tenu en compte de son travail comme apport économique sensible. Le fait de ne pas laisser une femme avec de l'argent pour subvenir aux besoins du ménage, mais également à ces propres besoins (nourriture, vêtements, produits d'hygiène etc.).

5° Les violences politiques

Constituent des manœuvres par lesquelles les femmes sont exclues à des postes de la prise de décisions, dans les partis politiques ou dans les institutions du pays, quand les femmes n'ont pas droit de postuler ou de briguer un poste de responsabilité au même titre que les hommes.

6° Les violences socioculturelles

Peuvent être entendues comme l'ensemble de coutumes, pratiques, attitudes et comportements rétrogrades fondées dans les traditions qui menacent ou freinent la jouissance des droits reconnus à la femme. Les femmes n'ont qu'un petit mot ou pas à dire dans la prise de décision au sein du ménage, le système de la dot payée par les hommes, leur donne l'impression d'acheter les femmes. Les femmes subissent également les idéaux de beauté féminine communiqué par les hommes, et par conséquent peuvent entamer des régimes, ou des modifications de leurs corps pour coller aux normes établies par les hommes, certaines pratiques peuvent engendrer de sérieux dangers pour les femmes (ex : éclaircissement de la peau avec des produits nocifs ; injections pour grossir des parties du corps etc.)

Font également partie de ces violences, le mariage forcé, les femmes sont souvent chassées du foyer soi-disant qu'elles ne conçoivent pas ou si elles ne mettent qu'au monde des enfants filles, les femmes veuves ou vieillardes sont souvent qualifiées des sorcières, la polygamie, les pratiques de sororat et de lévirat, les hommes considèrent qu'il est normal pour eux d'avoir des copines, l'Eglise conseille aux femmes de garder silence aux problèmes du foyer.

II. NOTIONS SUR LES DROITS DE L'ENFANT

1. DEFINITION DE L'ENFANT

Selon la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant de 1989, l'enfant est défini comme « ...tout être humain âgé de moins de dix-huit ans ». En tant que tel, l'enfant a ses droits et ses devoirs très spécifiques.

2. LES DROITS DE L'ENFANT

Les droits de l'enfant sont des droits qui ont pour vocation de protéger l'enfant en tant qu'être humain. Ainsi tout comme les droits de l'homme de manière générale, les droits de l'enfant sont constitués de garanties fondamentales et de droits humains essentiels. Ils consacrent les garanties fondamentales à tous les enfants sans aucune discrimination

Au niveau international tout comme au niveau de la RDC, plusieurs documents consacrent ces droits aux enfants, mais dans le cadre de ce document, nous nous concentrons sur le contenu de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE). Une convention de 54 articles, mais qui rassemble les droits formulés dans d'autres instruments nationaux et internationaux, avec des définitions plus claires, complètes et de principes directeurs qui ont une influence fondamentale sur la protection de l'enfant. Les droits contenus dans cette convention sont entre autres :

1) Le Droit à l'égalité et au respect des différences (Préambule §§ 1, 3 et 7, art. 2, 3 et 28)

Tout enfant a les mêmes droits, quelles que soient les différences de race, de couleur de peau, de religion, de langue ou de culture, qu'il soit un garçon ou une fille, qu'il vive avec un handicap ou soit bien portant.

2) Le Droit à la vie en famille (articles 8, 9, 10, 16, 20, 22 et 40)

Tout enfant a droit à être entouré de personnes qui l'aiment et s'occupent de lui, en premier lieu sa famille, ou des personnes chargées de la remplacer lorsque c'est impossible.

3) Le Droit à une identité (articles 7 et 8)

Chaque enfant a droit à un nom et une nationalité pour qu'il soit toujours protégé et pris en charge par son pays. En l'absence de déclaration de naissance, un enfant n'est pas reconnu par l'Etat dans lequel il vit et ne peut être ni soigné, ni scolarisé.

4) Le Droit à la santé (articles 23 et 24)

Chaque enfant doit pouvoir être soigné s'il est malade, être suffisamment nourri, être protégé contre l'usage de la drogue et avoir des conditions de vie qui ne sont pas dangereuses pour sa santé.

5) Le Droit à l'éducation, (article

28)

Tout enfant a le droit d'aller à l'école et d'avoir accès à des connaissances qui l'aideront à préparer sa vie d'adulte responsable. Le droit à l'éducation est une clé essentielle pour assurer un avenir à tous les enfants.

L'éducation offre aux enfants défavorisés une chance de sortir de la pauvreté. Elle est donc un outil essentiel pour le développement économique, social et culturel de toutes les populations dans le monde.



6) Le Droit d'être protégé de la violence (article 19 et 34)

Chaque enfant doit pouvoir être protégé de la violence, venant de son entourage ou de toute personne qui voudrait lui faire du mal. Il ne doit jamais être obligé de subir ou de faire subir de mauvais traitements, ni aucun châtiment corporel, ou autre acte de violence physique, économique et sexuel.

7) Le Droit de s'exprimer (article 12 et 13)

Tout enfant doit pouvoir exprimer ce qu'il pense et ressent. Il a également le droit d'avoir des informations sur le monde qui l'entoure et d'en parler.

8) Le Droit d'être protégé de la guerre (articles 38 et 39)

Chaque enfant doit être protégé de la guerre et de ses conséquences, comme être réfugié, blessé, prisonnier ou obligé de travailler pour une armée.

9) Le Droit d'être protégé de l'exploitation (articles 19, 32, 34, 36 et 39)

Un enfant ne doit pas être obligé de travailler dans des conditions difficiles et dangereuses pour survivre ou faire vivre sa famille. Les filles doivent aller à l'école et ne pas s'entourner à des travaux domestiques au détriment de leur développement et de leur éducation. Elles ne doivent pas non plus travailler dans des maisons de tolérances. Les enfants ne doivent pas porter de lourdes charges susceptibles de nuire à leur santé ou à la moralité.



famille.

santé,

3. LES PRINCIPES DES DROITS DE L'ENFANT

Les quatre principes fondamentaux de droits de l'enfant sont :

1) Le principe de non-discrimination

Le principe de non-discrimination signifie que tous les enfants ont les mêmes droits, ils doivent tous, sans exception, jouir de leurs droits et d'une protection efficace.

Aucun enfant ne devra être victime d'actes de discrimination fondés sur la race, la couleur de peau, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la fortune, le handicap, etc.

2) Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant

Conformément à l'article 3 de la CIDE, le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant doit guider toutes les actions et décisions des gouvernements, toutes les dispositions légales ainsi que les décisions judiciaires et administratives et les projets, programmes et services qui ont un impact sur les enfants. Il en est de même des actions et décisions de la société civile. La responsabilité d'élever les enfants revient en priorité aux parents.

3) Le principe de droit de vivre, de survivre et de se développer

Les enfants ont tous des droits de ne pas être tués. Étant beaucoup plus vulnérables que les adultes aux mauvaises conditions de vie qui résultent de la pauvreté, de soins de santé inadéquats, d'une nutrition insuffisante, du manque d'eau salubre, d'un logement et de la pollution de l'environnement, l'État a l'obligation d'utiliser toutes les ressources disponibles pour promouvoir un développement sain pour les enfants et un accès facile à l'éducation.

4) Le principe du respect des opinions de l'enfant.

L'enfant a le droit d'être entendu dans toutes les procédures le concernant. Son opinion doit être largement connue des parents, des enseignants, des directeurs d'école, de l'administration publique, des magistrats, des enfants eux-mêmes et de la société en général, en vue d'accroître les possibilités de participation effective des enfants, y compris dans les médias, ceci afin que les décisions qui les affectent ou auront des répercussions sur leur avenir tiennent compte de leur avis.

5) LES SIX VIOLATIONS GRAVES DES DROITS DES ENFANTS

1) Meurtre ou mutilation d'enfants

Meurtre : Le meurtre est constitué de toute action qui résulte en la mort d'une ou de plusieurs personnes par un ou plusieurs membres des forces armées ou des groupes armés. Ceci inclut, mais ne se limite pas, aux exécutions extrajudiciaires (en dehors du processus judiciaire), sommaires (décision instantanée) et arbitraires (pas de procès équitable/Etat de droit). Le ou les auteurs du meurtre avaient l'intention de causer la mort ou savaient que son/leurs acte(s) pouvait(en)t causer une mort accidentelle ou des blessures graves.

Mutilation : toute action d'un ou plusieurs membres des forces et groupes armés qui porte intentionnellement atteinte à l'intégrité physique d'une ou de plusieurs personnes âgées de moins de 18 ans, lui cause intentionnellement des lésions permanentes ou invalidantes, des cicatrices, ou la défigure, quand cette action n'est pas justifiée par des raisons médicales.

2) Recrutement ou emploi d'enfants soldats

Le droit international des droits de l'homme fixe l'âge légal minimum auquel des enfants peuvent être recrutés et utilisés dans des hostilités. Est punissable par la loi tout recrutement ou d'une personne de moins de 18 ans enrôlée dans une force armée ou un groupe armé, quelle que soit la fonction qu'elle exerce, notamment, mais pas exclusivement, celle de cuisinier, porteur, messager ou combattant, et toute personne de moins de 18 ans accompagnant de tels forces ou et n'ayant pas de lien de parenté avec ses membres. Le recrutement et l'utilisation d'enfants âgés de moins de 15 ans comme soldats sont interdits par le droit international humanitaire.

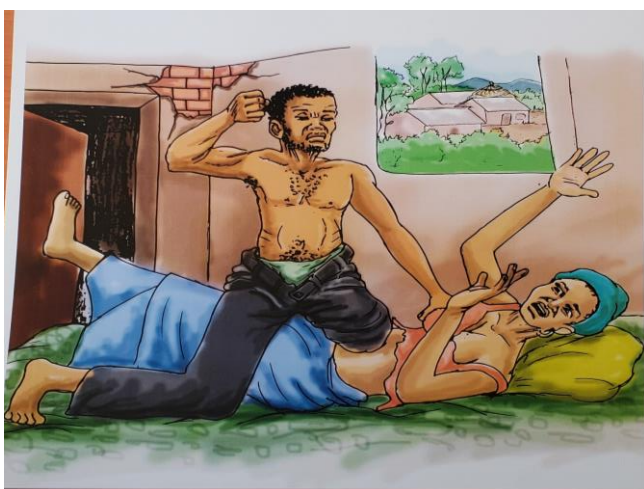


à 18 ans
être

emploi
dans
soit la

moins
groupes

soldats



3) Violences sexuelles commises contre des enfants

La violence sexuelle tout acte de nature sexuelle forcé qui cause de la souffrance mentale et physique à une personne.

En RD Congo, tout acte sexuel avec une personne de moins de 18 ans constitue un viol, quel que soit la raison, car une personne de moins de 18 ans n'est pas reconnue comme ayant la possibilité de donner ou de ne pas donner son consentement.

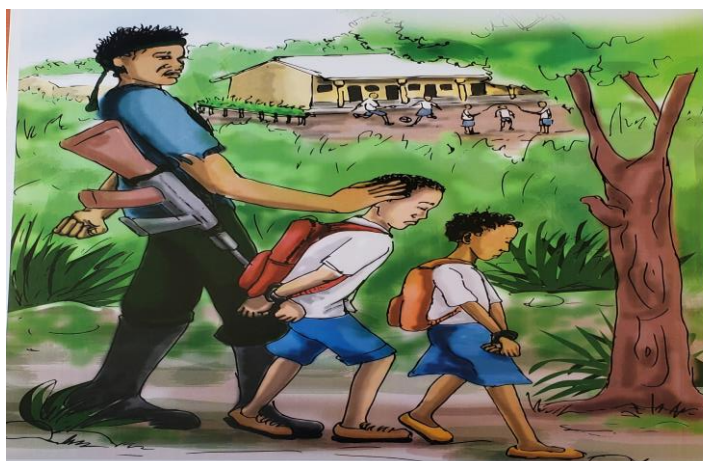
4) Attaques dirigées contre des écoles ou des hôpitaux

Les écoles et les hôpitaux doivent être des zones de paix, où les enfants sont protégés même en période de conflit. Pourtant, écoles et hôpitaux sont de plus en plus attaqués, au préjudice des enfants.

5) Déni d'accès humanitaire aux enfants

Par déni d'accès humanitaire, on entend le fait d'empêcher le libre passage de l'assistance humanitaire ou son acheminement en temps voulu ainsi que les attaques contre le personnel humanitaire.

6) Enlèvements d'enfants



Capture, détention, arrestation d'une ou de plusieurs personnes âgées de moins de 18 ans, soit de façon temporaire soit de façon permanente, commis en utilisant la force, la menace de la force ou la coercition telles que causées par la peur de la violence, la détention, la pression psychologique ou l'abus de pouvoir, ou en ayant recours à la tromperie, avec pour objectif l'exploitation du ou des enfants. Il constitue une violation grave de droits de l'enfant, punissable par la loi nationale et les instruments internationaux.

LES DEVOIRS DE L'ENFANT

Les devoirs sont des obligations. C'est ce qu'on est obligé de faire et qu'on doit accepter de faire. L'enfant a des devoirs envers ses parents, sa famille, la société, l'Etat, la communauté internationale et vis-à-vis de lui-même.

Parmi les devoirs des enfants, citons :

- 1) L'enfant a le devoir d'obéir à ses parents, (autorité parentale) et à ceux qui en reçoivent la délégation) dans le respect de ses droits et ceux des autres ;
- 2) L'enfant a le devoir d'assister ses parents, ses supérieurs, les personnes âgées et celles de son âge selon sa capacité et dans le respect de ses droits et ceux des autres ;
- 3) L'enfant a le devoir d'aller et bien travailler à l'école ;
- 4) L'enfant a le devoir de respecter les droits, la réputation et l'honneur de l'autre.
- 5) L'enfant a le devoir de respecter les lois et les règlements du pays ;
- 6) L'enfant a le devoir de respecter son identité, ses langues et les valeurs nationales ;
- 7) L'enfant a le devoir de respecter l'environnement, les biens et lieux publics et promouvoir la qualité de vie pour tous ;
- 8) L'enfant a le devoir d'œuvrer à la sauvegarde de la santé publique.